

PLOËRMEL. RESTRUCTURATION DES IMPOTS: L'INTERSYNDICALE SUR LE MARCHE

• 26 JUILLET 2019



Les délégués syndicaux des finances publiques du Morbihan étaient présents ce vendredi matin, comme ils l'avaient annoncé, sur le marché de Ploërmel afin de faire signer une pétition protestant contre le projet de réorganisation de leur service. « Ce projet prévoit la suppression à Ploërmel des services des impôts des particuliers, le service des impôts des entreprises et la trésorerie. Il ne resterait que le service départemental du cadastre et une trésorerie hospitalière. Ce serait une coquille vide... », proteste Christophe Rissel, délégué CGT. Les syndicalistes s'inquiètent des conséquences de cette réorganisation pour les usagers. « Le public devrait se rendre à Pontivy ou à Vannes pour effectuer leurs démarches... ». De même, pour les délégués syndicaux, les trésoreries de Malestroit et Mauron sont amenées à disparaître et seraient remplacées par des permanences dans les maisons de service au public (MSAP). « Nous sommes favorables à ces maisons de services au public et à leur développement. Mais il ne s'agit que de portails d'entrée. Les gens pourront prendre des rendez-vous, mais ils n'obtiendront pas les réponses directes qu'ils recherchent », souligne Annie Rio, déléguée de Solidaires.

Le centre des impôts actuels répond à un vrai besoin, soulignent-ils, rappelant qu'en avril-mai, entre 150 et 200 personnes par jour, viennent chercher des informations lors de la campagne des impôts. « Où vont aller tous ces gens si on ferme? », demandent-ils regrettant une dérive vers le « tout numérique » qui présente des risques. « Tout le monde n'est pas à l'aise avec internet et nous voyons se développer des arnaques par des gens mal-intentionnés qui copient notre logo et envoient des mails frauduleux destinés à récupérer les coordonnées de leurs victimes. Ce sont des arnaques difficiles à déceler pour des gens qui ne sont pas experts en informatique », commente Annie Rio qui souligne le sentiment « légitime » pour le contribuable de « payer sans avoir le service en retour ».

Plus globalement, ils dénoncent le fait que cette réforme accentue la désertification de tout un secteur géographique. « Cela touche une nouvelle fois le centre Bretagne et c'est la raison pour laquelle nous réclamons le maintien du service tel qu'il fonctionne actuellement », constate Christophe Rissel. Cette réorganisation aurait aussi des conséquences pour les salariés qui devraient soit accepter d'aller travailler à Vannes ou Pontivy soit de se former à de nouveaux métiers. Les délégués de l'intersyndicale qui réunit les 4 organisations des finances publiques: CGT, Solidaires, FO et CFDT vont poursuivre leur campagne de sensibilisation et de collecte de signatures au fil des prochaines semaines, après avoir rencontré les responsables politiques locaux, Patrick Le Diffon et Paul Molac. Ils attendent les premières annonces des décisions prises par la direction en septembre prochain.

Ce matin, à Ploërmel, les passants ont volontiers signé la pétition de l'intersyndicale.